

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/W/86

23 avril 1998

(98-1670)

Original: anglais

COMMERCE ELECTRONIQUE GLOBAL

Communication de l'Australie

Le Secrétariat a reçu le 23 avril 1998 de la Mission permanente de l'Australie la communication ci-après, qui contient un document de travail.

1. L'Australie se félicite des propositions faites par les Etats-Unis au Conseil général et par l'Egypte au Comité du commerce et du développement en vue de faire progresser l'examen des questions associées au commerce électronique dans le cadre de l'OMC. Pour les raisons indiquées plus loin, l'Australie juge très important que les Membres de l'OMC analysent en détail les nombreuses questions complexes touchant aux échanges commerciaux qui résultent de l'émergence du commerce électronique. Elle estime que cette analyse devra porter sur plusieurs aspects. Dans un premier temps, elle a appuyé la proposition des Etats-Unis tendant à autoriser que les marchandises commandées et livrées par des moyens électroniques via Internet demeurent exemptées de droits de douane. Cette proposition est conforme à la politique du gouvernement australien et nous considérons que pour plusieurs raisons importantes il serait de l'intérêt de tous les Membres de l'adopter. L'Australie accorde une priorité élevée à l'instauration, dans le cadre de l'OMC, d'un processus élargi d'échange et d'analyse de renseignements sur les questions relatives au commerce électronique et à ses incidences sur le système commercial multilatéral.

L'émergence du commerce électronique

2. Le commerce électronique via Internet, qui en est encore à ses débuts, devrait se développer rapidement ces prochaines années et transformer la façon dont s'effectue le commerce mondial. En l'an 2000, la valeur totale des biens et des services échangés dans le monde via Internet devrait, suivant des évaluations prudentes, atteindre environ 100 milliards de dollars EU par an, contre environ 3 milliards de dollars aujourd'hui.¹ La progression rapide du commerce électronique qui est prévue dépend de nombreux facteurs, et notamment de l'accroissement continu du nombre des utilisateurs d'Internet dans le monde. Ce chiffre, actuellement de 67,5 millions, devrait, selon une évaluation prudente, atteindre environ 170 millions d'ici à l'an 2000. C'est dans les pays en développement d'Asie que l'on devrait observer les taux de croissance les plus élevés des utilisations d'Internet.² L'utilisation accrue d'Internet comme instrument d'échange à mesure que des problèmes tels que la protection de la vie privée et la sécurité des transactions en ligne sont résolus de même que la convergence de plus

¹"Putting Australia on the New Silk Road: the role of trade policy in advancing electronic commerce", Département des affaires étrangères et du commerce, Canberra, Australie.

²Internet Research Information Services, *IRIS Update*, 1997 (plusieurs numéros), site web: <http://iris.consultco.com:90/news.html> and Forrester Research, *The Forrester Report*, 1997 (plusieurs numéros), site web: <http://access.forrester.com/index>, cité dans "Putting Australia on the New Silk Road", *ibid.*

en plus grande des techniques du commerce électronique centrées sur Internet sont d'autres facteurs qui contribuent à la croissance rapide du commerce électronique.

3. Le commerce en ligne devrait créer pour les entreprises des possibilités intéressantes en leur donnant accès à un marché international beaucoup plus vaste et en leur offrant un mécanisme d'accroissement des exportations qui devrait, dans de nombreux cas, être plus efficace et plus rentable que les pratiques commerciales actuelles. Sur la base des estimations actuelles, les entreprises dont les marchandises et les services peuvent être commandés et livrés via Internet pourraient disposer d'ici à l'an 2000 d'un marché potentiel de l'ordre de 170 millions de consommateurs, résidant dans des pays très différents. Si les frais à supporter pour accéder à ces clients par des moyens classiques comme la constitution d'une présence commerciale physique s'avèrent dans de nombreux cas prohibitifs, il est par contre possible, à condition de disposer du matériel et du logiciel nécessaires et de créer un site Web, de fournir immédiatement au marché mondial des informations sur les produits ainsi que les moyens appropriés pour la commande et la livraison.

4. Les consommateurs devraient aussi tirer de grands avantages du développement du commerce électronique en tant qu'instrument d'échange. Avec l'accroissement du choix et de la quantité des marchandises disponibles via Internet, les consommateurs disposeront de produits très variés et facilement accessibles qui pourront être achetés avec un minimum d'inconvénients. La possibilité d'accéder à des informations plus variées offrira aussi aux utilisateurs le moyen de mieux s'informer et de mieux s'instruire.

5. Sous l'impulsion des forces du marché, le commerce électronique devrait donc modifier à de nombreux égards le déroulement de l'activité économique et, fait particulièrement important pour les Membres de l'OMC, jouer un rôle de plus en plus grand dans le déroulement des échanges internationaux. Les Membres de l'OMC ne peuvent se permettre de fermer les yeux sur les avantages potentiels de la participation des entreprises privées et des consommateurs au commerce électronique. L'accès des entreprises à un marché de dimensions mondiales devrait être générateur d'exportations et de croissance économique, ce qui devrait se traduire par une création nette d'emplois dans les secteurs de la production et des services. Ces effets devraient apporter une contribution positive au niveau de vie et à la prospérité générale.

Nécessité de participer

6. Compte tenu de cette tendance inexorable à une utilisation accrue du commerce électronique, il importe que les pays examinent dès maintenant ce qu'ils doivent faire pour être en mesure d'en profiter. De l'avis de l'Australie, il importe que tous les Membres de l'OMC participent à la création d'un environnement propice au développement et à l'adoption du commerce électronique, aux niveaux national et international, en tenant compte des besoins et des intérêts de tous les participants. Sans un tel engagement, les chances pour les producteurs et les consommateurs nationaux de tirer pleinement parti, aujourd'hui ou à l'avenir, des nouvelles possibilités qui s'offrent risqueraient d'être compromises. Ce point de vue vaut aussi pour les pays en développement qui, à mesure que leurs économies évoluent vers le commerce en ligne, devront veiller à créer un environnement qui facilite leur participation croissante. En d'autres termes, s'ils refusent de s'engager aujourd'hui, ils risquent de rencontrer des inconvénients plus grands à long terme.

7. La mise en place de cet environnement propice comprendra de nombreux aspects. Par exemple, il faudra assurer un accès juste et équitable aux services de télécommunication, afin de créer et de développer les infrastructures de communication nécessaires au commerce électronique.³ Cela peut

³"Aperçu des travaux de l'OCDE intéressant le commerce électronique", document DSTI/ICCP(97)3/REV1 de l'OCDE, 15 juillet 1997.

supposer, par exemple, la mise en oeuvre de politiques permettant de consacrer des investissements suffisants à des branches d'activité essentielles, telles que les technologies de l'information et les télécommunications, y compris par des mesures de libéralisation et de déréglementation de ces marchés. Les politiques visant à garantir l'acquisition d'un niveau suffisant de connaissances informatiques seront aussi très importantes. Compte tenu du caractère planétaire et transfrontière des nouveaux réseaux et systèmes de communication, il est également urgent de mettre en place un cadre juridique et réglementaire qui soit cohérent et prévisible.⁴ Ce cadre s'avère indispensable si l'on veut que les intérêts des parties prenantes soient bien protégés et qu'elles puissent en conséquence participer avec confiance au système de commerce électronique. Il est déjà en cours d'élaboration dans diverses enceintes internationales et fait aussi l'objet d'initiatives en matière de politique intérieure dans de nombreux pays.

Rôle de l'OMC

8. L'OMC aura un rôle à jouer dans la mise en place de cet environnement. Compte tenu de l'importance que devrait prendre le commerce électronique dans le déroulement des échanges internationaux, il importe de veiller à ce que le système commercial multilatéral appuie le développement du commerce électronique et facilite une participation équitable et complète de tous les pays. L'Australie estime que la proposition tendant à autoriser que les marchandises commandées et livrées par des moyens électroniques via Internet demeurent exemptées de droits de douane devrait constituer une première étape importante vers la réalisation de cet objectif, car elle permettrait à tous les producteurs et consommateurs de ces produits de participer librement dans les mêmes conditions à cette forme de commerce. De plus, comme il a été dit précédemment, l'adoption de cette proposition ne ferait que refléter les arrangements administratifs existants, car pour le moment aucun pays ne dispose de technologies permettant d'intercepter des transmissions électroniques aux fins d'imposer des droits de douane. Les Membres de l'OMC ont donc la possibilité de parvenir rapidement à un accord prévoyant de ne pas créer d'obstacles à ce type de commerce via Internet.

9. L'Australie juge prioritaire que les Membres de l'OMC analysent en détail toutes les questions touchant aux échanges commerciaux qui résultent de l'émergence du commerce électronique. En particulier, elle estime nécessaire d'étudier de façon approfondie s'il y a lieu ou non d'élaborer de nouvelles règles ou de modifier les règles existantes dans tel ou tel Accord de l'OMC pour traiter des incidences du commerce électronique sur les échanges internationaux et garantir l'égalité des possibilités de concurrence. Par exemple, on peut s'attendre à ce que le recours croissant au commerce électronique et à la livraison par des moyens électroniques ait des incidences considérables sur le commerce international des services en élargissant les possibilités de fourniture transfrontières de services dans divers secteurs. Etant donné qu'avec le commerce électronique il est moins nécessaire pour les fournisseurs d'établir une présence commerciale coûteuse pour soutenir efficacement la concurrence sur les marchés de services à l'étranger, on peut s'attendre à ce qu'il contribue à favoriser une expansion générale du commerce international des services.

10. Les Membres de l'OMC pourraient en conséquence examiner la contribution que l'AGCS pourrait apporter en créant un cadre international approprié pour la conduite des échanges électroniques. De nombreux défis concernant la politique à suivre en matière de commerce électronique et qui retiennent actuellement l'attention des décideurs sur le plan national et international sont envisagés dans divers articles de l'AGCS. Par exemple, l'AGCS comporte des dispositions concernant la divulgation des renseignements confidentiels, la réglementation intérieure régissant notamment les mécanismes prudentiels, les paiements et transferts, les pratiques de nature à induire en erreur et frauduleuses, la protection de la vie privée et la fiscalité. L'approche adoptée dans le cadre de l'AGCS consiste à établir

⁴*Ibid.*

des disciplines largement applicables visant à assurer un commerce libre et équitable. Les Membres souhaiteront peut-être voir si ces règles suffisent pour prendre en compte l'évolution du commerce des services découlant d'un recours accru au commerce électronique ou s'il faut élaborer de nouvelles règles ou modifier les règles existantes.

11. Des problèmes semblables se poseront probablement pour d'autres Accords de l'OMC, y compris par exemple l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. L'Australie estime que le document du Secrétariat concernant le commerce électronique et le rôle de l'OMC constitue une base tout à fait appropriée pour progresser dans l'examen de ces questions.
